

**Décision du 19 janvier 2015 portant désignation des représentants du personnel
au comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président
de la cour d'appel de Papeete**

NOR : JUSB1502074S

Le premier président de la cour d'appel de Papeete,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n°2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 7 juin 2011 modifié relatif à la création d'un comité technique de service déconcentré placé auprès de chaque premier président de cour d'appel ;

Vu le procès-verbal de l'élection du comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président de cour d'appel de Papeete en date du 4 décembre 2014,

Vu la décision en date du 11 décembre 2014 portant désignation des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président de la cour d'appel de Papeete,

Vu les désignations formulées par les organisations syndicales,

DECIDE

Article 1

Sont nommés représentants du personnel au sein du comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président de la cour d'appel de PAPEETE :

ORGANISATIONS SYNDICALES	TITULAIRES	SUPPLEANT(e)S
UNSA Polynésie Française	Mme Christiane LOW	Mme Hinano PAHIO
UNSA Polynésie Française	Mme Yvanna PEA	Mme Aurore TETAUIRA épouse RAMOUNET
O'OE TO OE RIMA	Mme Sarah VIRECOULON	Mme Turu PUARIITAHU - TEVARIA
O'OE TO OE RIMA	M. Angelo FLORES	Mme Miranda CHEE AYEE

Article 2

Le premier président de la cour d'appel de Papeete est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la justice.

Fait, le 19 janvier 2015.

Le premier président,

Régis VOUAUX-MASSEL